

# OPINION

DE LOUIS PORTIEZ,

Député du Département de l'Oise,

Sur le projet du Comité concernant les  
Substances.

---

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE,

1792.

Le 37  
2  
G

(307)

OPINION

De Louis PORTIER,

Député du Département de l'Oise,

sur le projet de loi concernant les  
Substitutions.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1822.



# O P I N I O N

DE LOUIS PORTIEZ,

Député du Département de l'Oise ,

*Sur le projet du Comité concernant les  
Subsistances.*

---

CITOYENS-LÉGISLATEURS,

LA saison de la récolte expiroit à peine, & déjà on  
crioit à la famine. Les greniers regorgent encore de grains,  
& on nous menace de la disette. Il y a peu de jours, des  
pétitionnaires agricoles vous exprimoient leurs craintes à  
législation.

A

cette barre, & plusieurs adresses vous ont été envoyées sur le même sujet. Il s'agit de concilier la propriété individuelle avec l'intérêt général, la conservation commune. Vous chargeâtes vos comités d'agriculture & de commerce, réunis, de vous présenter un projet de décret sur les subsistances; ce projet me paroît insuffisant.

Pour appliquer le remède, il faut sonder la profondeur du mal. Or, quelles sont les causes du vice que vous voulez extirper? il importe de les connoître.

Les unes tiennent au cours ordinaire des choses, les autres sont les résultats de la révolution.

Avant de donner à chacune de ces propositions un développement convenable, il n'est pas hors de propos de rappeler ici qu'avant 1789 le sol de la France produisoit une récolte plus que suffisante aux besoins des habitans; il se faisoit alors des exportations à l'étranger; le gibier avoit le privilège de dévaster impunément nos champs, & de prélever aussi, chaque année, la dîme au moins de nos productions territoriales. Aujourd'hui que son règne n'est plus, que l'exportation à l'étranger est prohibée, que la masse des subsistances est augmentée de plus de deux millions de quintaux, tant en grains qu'en farine, importés de l'étranger depuis le premier janvier de cette année jusqu'à présent, les calculateurs recherchent en vain les causes de cette disette factice au milieu de l'abondance.

J'ai dit plus haut que les unes tiennent au cours ordinaire des choses. En effet, chaque année, au temps de la moisson, les marchés sont moins approvisionnés; parce que l'habitant des campagnes, occupé à sa récolte, ne peut porter aussi fréquemment aux marchés des villes. Aussi, vers le même temps, les denrées & le prix du pain augmentent-ils? Cet accroissement de prix se soutient



jusques par-delà les semailles, celles-ci absorbant pour l'ordinaire le produit des premières gelées.

Les événemens extraordinaires de cette année ont dû le prolonger encore. Au 10 août, le pouvoir exécutif fut suspendu. Au fracas du trône s'écroulant, le peuple tout entier se réveilla, se leva même pour la seconde fois. A la voix de la patrie en danger, les enfans volèrent sur les frontières. Les satellites des despotes avoient pénétré dans deux villes lâchement abandonnées. A cette époque, Paris imprima un grand mouvement à tout l'empire; la secousse se fit sentir jusques dans le plus petit hameau; des armées innombrables, guidées par le sentiment & le génie de la liberté, se précipitèrent vers les contrées envahies. Alors l'artisan quitta son atelier, le marchand son comptoir, l'homme de lettres son cabinet, pour aller au secours de la chose publique. Le jeune agriculteur échangea sa faucille contre un mousquet, & courut recueillir, dans un nouveau champ, une moisson d'une autre espèce. Les communes se disputoient l'honneur de grossir les phalanges; un grand nombre de guerriers se transportoient aux frontières, munis d'approvisionnement pour plusieurs mois. Je l'ai vu pratiquer du moins dans plusieurs départemens. Pour substanter ces nombreuses légions, le pouvoir exécutif a dû ordonner des emmagasinemens considérables; & depuis que la France régénérée se disposoit à venger la souveraineté nationale outragée, il s'étoit formé des magasins. Ces approvisionnement ont dû singulièrement dégarnir les marchés. Ne perdons pas de vue que plusieurs parties de la république ont été frappées du fléau de la grêle; d'autres peu favorisées par la nature dans la distribution de ses dons; quelques-unes submergées par des débordemens; quelques-autres, enfin, ravagées par la guerre, dont elles étoient le théâtre.

D'après ce léger aperçu, il est facile de concevoir comment plusieurs départemens manquent de la quan-

tivité suffisante d'approvisionnement, tandis que beaucoup d'autres ont au-delà du nécessaire. D'ailleurs, la saison, extrêmement pluvieuse, a retardé les semailles, & par conséquent l'apport des grains dans les marchés publics.

Le ministre de l'intérieur vous disoit avec raison, il y a peu de jours, que la loi du 16 septembre dernier, qui ordonne le recensement des grains, répand l'alarme & favorise les émeutes. L'effet de cette loi a été de réveiller les craintes, & le citoyen aisé fit sa provision pour une année. Des accaparemens partiels ont encore diminué la masse des grains apportés dans les marchés; à cette diminution se joint la rareté des moyens de communication. Des vampires gorgés de sang humain ont été, en 1789, victimes des fureurs populaires. Depuis on a confondu mal-à-propos les accapareurs justement abhorrés avec les spéculateurs qui, satisfaits d'un gain modéré, voient pour les besoins de la société le superflu des cantons favorisés. Placés sans cesse sous l'anathème d'une opinion cruelle, ils ont préféré l'abandon de cette branche de commerce à se voir sans cesse exposés à la mort. Ainsi furent interceptés les canaux de la circulation.

Je fais que, dans plusieurs localités, & principalement dans les départemens voisins de Paris, des propriétaires ont préféré d'ensemencer leurs terres en avoine, orge, bisays, &c., ou de convertir leurs champs en prairies artificielles; ils redoutent l'effet des menaces faites à ceux qui possèdent des farines ou du bled.

Lorsqu'un vuide se fait sentir dans le commerce, les denrées, comme les eaux, tendent à reprendre le niveau: la libre circulation peut seul opérer cet effet. Le marchand porte naturellement là où il peut vendre plus cher; bientôt un concours entre les vendeurs tourne au profit des consommateurs. Dans les circonstances actuelles, le niveau n'a pu se rétablir; les départemens bien pourvus n'ont pas



encore eu le temps de faire circuler leur superflu dans les autres départemens. Aux raisons ci-dessus indiquées, j'ajoute que les bras manquent pour battre les grains, parce que, dans beaucoup de municipalités, presque tous les garçons sont enrôlés sous les drapeaux de la république. Législateurs, la question que vous traitez en ce moment, importante en elle-même, s'aggrandit encore aux yeux du philosophe & du politique, par ses rapports avec les principes de la liberté, avec les bases fondamentales de toute société, & les événemens pendant la révolution.

Dans tous les temps, les malveillans se sont servis des subsistances comme d'un moyen propre à parvenir à leurs fins. La disette de 1789 a laissé des impressions profondes, & l'affaire d'Ourcamp est encore présente à vos esprits. C'est par le défaut de subsistances que les malveillans ont voulu ruiner le succès de la révolution, & c'est aussi par la disette que les ennemis du peuple voudroient la faire rétrograder.

Dans les campagnes, on dissémine avec une rapidité vraiment effrayante, des bruits dangereux. Le système absurde & impolitique du partage égal du territoire des communes a trouvé grand nombre de partisans. J'ai vu les propriétaires alarmés de ces rumeurs répandues par la malveillance, & accueillies par l'ignorance, qu'ils semblent faire partie d'un vaste projet : elles coïncident avec des principes non moins funestes accrédités dans Paris.

Législateurs, un de vos décrets a mis les propriétés sous la sauve-garde de la loi. Mais les propriétaires sont-ils pleinement rassurés, lorsque des mouvemens, dont la chute du trône sembloit indiquer le terme, se prolongent encore ? Ils concevoient une insurrection perpétuelle contre un pouvoir héréditairement destructif de l'égalité ; mais, quand le système de l'égalité va désormais porter sur les bases in-

muables d'une constitution sanctionnée par le peuple lui-même, on se demande où peuvent conduire ces agitations sourdes, précurseurs de grands évènements? L'habitant des campagnes est-il totalement rassuré, quand la Convention nationale, dépositaire de grandes destinées, est agitée par des partis; quand, étranger à toute faction, il hésite à prononcer entre des hommes recommandables par leurs talens, leur amour pour la liberté, par de grands services rendus à la chose publique, entre des hommes étonnés eux-mêmes de se voir désunis, eux dont le sang confondu eût coulé sur le même échafaud, sous le glaive de l'ennemi commun, si la contre-révolution eût été possible?

Que la Convention prenne l'attitude qui convient aux représentans d'hommes libres; que le calme préside à ses délibérations, que tout germe de mouvemens soit étouffé dans Paris, & bientôt la tranquillité renaîtra dans les campagnes; alors l'agriculteur, certain de n'être pas troublé, alimentera les marchés.

Ici se présente une nouvelle cause de cette disette factice; je veux parler des signes d'échange. Les assignats, destinés à rétablir l'équilibre entre les signes représentatifs & les objets commerciaux, durent être discrédités. Ils le furent, en effet, par des écrivains vendus à la cour, par des contrefacteurs de cette monnaie nationale; ils le furent sur-tout auprès des cultivateurs qui les refusoient en paiement de leurs fermiers, sans à leur accorder quelques indemnités. Le discrédit des assignats occasionne des accaparemens des denrées de toute espèce, & le surhaussement de leurs prix. Les grains, objet de première nécessité, ne pouvoient échapper aux accapareurs, & le prix éprouva aussi un surhaussement.

Depuis que les billets dits de confiance ont remplacé le numéraire enfoui ou transporté chez l'étranger, le culti-



vateur reçoit en échange de sa marchandise un papier-monnoie souvent contrefait ; & cependant , en livrant son grain , il donne un objet certain & d'une valeur réelle. Une fois dupe de sa crédulité , peut-il livrer le fruit de ses travaux sans risquer de le voir passer en des mains mensongères & trompeuses ? Peut-être l'habitant des campagnes perd-il aussi de vue que le citadin a plus que lui supporté le poids de la révolution. Ce dernier achetoit la liberté par des sacrifices journaliers , par des veilles fréquentes , des exercices pénibles ; pendant ce temps , le laboureur n'en traçoit pas moins paisiblement ses sillons.

Il bénit la révolution qui l'a délivré de la gabelle , des dîmes , de la milice , &c. , & il n'acquitte pas les contributions. Est-ce la négligence des percepteurs , l'ignorance des contribuables qu'on doit en accuser ? Je ne sais ; mais l'Etat souffre , & le fermier plus aisé ne s'empresse pas de porter au marché , comme par le passé , pour réaliser les fonds avec lesquels il devoit payer autrefois les termes du bail de son propriétaire ; ses économies , le non-acquittement des contributions , la décharge des anciens impôts , l'ont mis en état aujourd'hui d'attendre que le torrent des billets patriotiques soit écoulé.

La révolution est l'enfant de la philosophie ; mais son flambeau ne répand point par-tout sa clarté. Des hommes concentrés dans une petite sphère , ne voient pas au-delà d'un horizon rétréci , & cet horizon , c'est leur district , ou , tout au plus , leur département. Des pétitionnaires vous ont demandé de circonscrire le commerce des grains aux limites des départemens ; d'autres , que la récolte fût également répartie dans tous les districts. Ils vous proposent de niveler ainsi chaque année les subsistances , à vous qui devez embrasser un grand ensemble , pourvoir aux besoins de toute

la république, parce que chaque partie a un droit égal à votre justice ; c'est-à-dire, qu'ils vous proposent, sans le savoir peut-être, le moyen le plus infaillible d'isoler les départemens, & de morceler la France en républiques fédératives.

Combien les citoyens sont égarés ! Quoi ! ils ne veulent pas porter des secours à leurs frères ! Si la voix de l'humanité ne se fait point entendre à ces cœurs inaccessibles aux sentimens de la fraternité universelle, qu'ils soient touchés au moins de leur propre intérêt ; car, s'ils refusent aujourd'hui des secours à leurs concitoyens, ceux-ci seront fondés à user de cette insensibilité barbare, alors que le besoin les commandera. Répandons les lumières dans les campagnes, ne cessons de répéter à cette partie intéressante du peuple, que gêner la circulation, c'est préparer la disette ; car chacun garde soigneusement son grain, & pour n'avoir pas voulu consentir à payer momentanément le bled un peu plus cher, on finit toujours à coup sûr (l'expérience le montre) par être en proie à une disette réelle.

L'intérêt est la mesure des actions des hommes. Si le consommateur a besoin d'acheter, le marchand n'est pas moins pressé du besoin de vendre : c'est sur ce moyen réciproque de vendre & d'acheter, que reposent les bases du commerce ; tout s'y balance & l'équilibre s'établit.

L'assemblée constituante étoit pénétrée de ces vérités simples, mais fécondes. Eu 1789, des vampires accoutumés à calculer froidement la mort de plusieurs millions d'hommes, trafiquoient de la misère de peuple ; vous avez vu le citoyen de Paris, dans une saison rigoureuse, consumer, aux injures de l'air, aux portes des boulangers, une partie de sa journée, pour obtenir à prix d'argent du mauvais pain. Des plaintes furent portées aux législateurs ; elles furent vives. L'assemblée examina sous tous les rapports la



question délicate qui vous occupe aujourd'hui. Des hommes versés dans l'état de l'économie politique & rurale, la traitèrent avec réflexion, & l'assemblée, après de longues discussions, se borna à rendre, les 29 août & 18 septembre, les décrets sur la libre circulation des grains.

Plusieurs particuliers, quelques municipalités mêmes, bravèrent les dispositions de la loi. L'assemblée fut informée des infractions. Déjà des exécutions terribles ensanglantoient le berceau de la révolution; l'assemblée se contenta toujours d'ordonner l'exécution des loix. Ainsi les principes sont appuyés d'un exemple imposant, car l'assemblée constituante étoit, à cette époque, dans les jours de sa gloire.

Une grande assemblée, pénétrée de ces principes, doit sans doute se fier à sa propre raison, & ne pas se traîner servilement sur la trace des exemples; mais seroit-ce insulter à sa sagesse que de l'inviter à profiter des leçons d'une expérience exercée?

Le comité vous présente une loi du moment; mais les moyens d'exécution, remis d'ailleurs entre les mains des parties intéressées, sont tellement difficiles à pratiquer dans les campagnes, que si, à des maux pressans, il a voulu apporter un prompt remède, le but est manqué.

Et que seroit-ce, si, aux yeux des observateurs rigides des principes, ce projet attentoit à la propriété, introduisoit une sorte de visites domiciliaires, & tendoit à éterniser des querelles entre les citoyens d'une même commune? Un des principaux caractères de la loi, c'est d'être générale, & le projet du comité ne l'est pas.

Je suppose le projet du comité adopté, & la société revêtue d'une écharpe tricolore, mettant le pied sur le seuil de la porte d'un propriétaire, interpellée par lui; quelle réponse seroit-elle à ce discours?

J'accédai au pacte social, & consentis à salarier le soldat qui me défend, le législateur qui veille pour la formation des loix, le magistrat chargé de les faire exécuter; en échange tu me promis liberté, égalité, protection. Pourquoi aujourd'hui cette rigoureuse exception contre une classe laborieuse exercée à la patience, & abreuvant son champ de ses sueurs? Si tu me forces de vendre les productions de mon champ, si tu en taxes le prix, force donc aussi le fabricant à vendre le produit de ses fabriques, taxes-en aussi le prix; car, s'il a besoin d'acheter mon bled pour se nourrir, j'ai besoin, moi, d'acheter son étoffe pour me vêtir. Invoquerois-tu contre moi ces loix politiques que tu invoquas jadis contre les possesseurs des biens nationaux? L'espèce n'est pas la même; l'existence de ces corporations étoit subséquente à la tienne; & les créations sociales que tu tolérois, tu pouvois les détruire, dès que tu jugeois que ces branches gourmandes vicioient le corps de l'arbre. Ces corporations détruites, leurs biens devenoient de droit à ta disposition. Mais la propriété de chacun de tes membres est garantie par des loix civiles: ma propriété étoit préexistante à ta formation; je ne me joignis à l'aggrégation de mes frères, que parce que seul je ne pourrois défendre mon champ contre l'invasion d'un plus fort. De-là ce droit inviolable & sacré reconnu chez toutes les nations, que nul ne peut en être privé sans une juste & préalable indemnité. Or, si tu ne peux, sans blesser la justice, prendre mon champ, de quel droit t'emparerois-tu des fruits qui ne sont qu'un, qui s'identifient avec lui, & participent à la même nature? Que des loix sages, douces, protectrices, m'invitent à vendre mes denrées; mais que des moyens coercitifs, que la puissance des bayonnettes soit à jamais proscrite chez une nation libre & éclairée. La justice, voilà sa politique; les lumières, voilà ses armes.

Les différentes causes de la disette découlent, comme vous



venez de le voir, des circonstances extraordinaires, desquelles nous sortons ; du découragement de ceux qui faisoient le commerce des grains ; de l'existence de la loi du 16 septembre qui en ordonne le recensement ; des rumeurs funestes sur le partage des terres répandues dans les campagnes, & accréditées dans les villes ; de l'ignorance de beaucoup de citoyens ; de la malveillance de quelques autres ; des premiers momens d'aisance du laboureur ; de la profusion de billets patriotiques, & des inquiétudes inséparables d'un grand changement dans le gouvernement.

Si la loi impérieuse de la nécessité nous commandoit, montrons un grand peuple luttant avec patience contre les élémens mêmes. Déjà nous offrons un spectacle digne des regards de l'Eternel ; un peuple libre luttant avec courage contre une coalition de despotes. Laissons au temps à soulager nos maux, & ne soyons point envieux de ses succès.

Hâtons-nous de chasser les billets, fléau du commerce : leur extinction rappellera la confiance dont ils avoient profané le nom. Révoquons la loi du mois de septembre dernier, qui ordonne le recensement des grains ; que les lois des 29 août & 18 septembre 1789, concernant la libre circulation des grains, soient exécutées ; que les magistrats maintiennent la tranquillité dans les marchés.

Que les municipalités fassent, au nom du patriotisme & de l'humanité, des invitations amiables aux laboureurs d'approvisionner les marchés ; qu'elles prennent ces mesures d'administration que le besoin du moment & de localité commande quelquefois, que la prudence & la sagesse suggèrent, mais que les législateurs d'un grand empire ne peuvent jamais dicter ; que le ministre de l'intérieur, secondé de toutes les administrations, fasse circuler

des grains achetés chez l'étranger, & force par la concurrence le vendeur français à baïsser le prix de sa marchandise; en un mot, que le gouvernement répare les torts de la nature.

Ajoutons aux loix des 29 août & 18 septembre 1789, de nouvelles dispositions, si elles sont convenables; mais que des loix vexatoires ne déshonorent pas vos premiers travaux. Définissez ce qu'on entend par accapareurs, & que les loix prononcent les peines qui doivent être déterminées contre eux.

Chargez aussi votre comité d'examiner si, pour prévenir désormais jusqu'à la crainte du fléau de la disette, il n'importe pas d'établir dans les principales communes de la république, des greniers publics; si le commerce des grains, ainsi conçu, doit être encouragé par des primes chez un peuple libre.

Aux manœuvres sourdes de la malveillance, opposons l'instruction, & que les écoles primaires, promptement instituées, fassent connoître au peuple ses véritables intérêts; puissent les premières lectures publiques de ces bienfaisantes institutions l'éclairer sur les subsistances!

Et quand les assemblées constituante & législative se sont si souvent adressées au peuple dans des instans moins critiques, pourquoi nous, investis de pouvoirs illimités, ne lui dirions-nous pas que nous n'en sommes investis que pour assurer le salut du peuple; qu'ils s'ont nuls pour opérer sa perte; que la latitude de l'autorité accordée à la Convention lui fait un devoir plus rigoureux de s'attacher aux principes? Pourquoi ne pas proclamer que l'insurrection est le mouvement général d'un peuple tout entier, écrasant la tyrannie, renversant les trônes, foulant aux pieds les despotes, & s'avancant d'un pas majestueux vers la liberté, mais aussi qu'un mouvement partiel n'est qu'une sédition, une rébellion contre la loi? Et lorsque les ennemis du



bien public cherchent depuis long-temps à faire prendre le change à nos concitoyens, sur le véritable sens du mot *républicain*, pourquoi ne pas annoncer que *républicains* & vertueux doivent être synonymes, & que l'humanité est inséparable de la liberté? Fixant l'attention sur ce mot si souvent répété & si mal compris, & rappelant que l'homme dans l'état social n'a dû conserver de sa liberté naturelle, que ce qui ne nuit pas à autrui, pourquoi n'ajouterions-nous pas que la vraie liberté consiste à obéir à la loi, qu'elle seule doit régler l'exercice de nos droits, & nous interdire l'impulsion immorale des passions? Enfin, pourquoi ne pas présenter dans un court tableau la situation politique de la France républicaine, & ne pas calmer les inquiétudes du présent par les espérances qui s'offrent devant nous?

Avant de terminer, qu'il me soit permis d'observer que les deux tiers de l'univers ne se nourrissent pas de pain: que chez nos voisins mêmes, les Hollandais, les Anglais, les Américains, on n'entend jamais prononcer le mot de *disette*: cependant, avec un sol moins fertile que le nôtre, ils exportent à l'étranger des grains considérables. Quand donc les Français, à l'exemple de ces peuples, s'accoutumeront-ils à substituer à l'usage habituel & journalier du froment l'usage non moins salutaire des légumes farineux?

